

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1ER - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SESA BOURGOGNE dont le siège social est situé à : Les Portes du Grand Angles - ZAC de la Dinavelle - 30133 LES ANGLES, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations modifiées de fabrication d'aliments pour animaux domestiques, d'une capacité de fabrication égale à 69 000 t/an de produits finis, dans son établissement situé rue du Commerce en Z.I. des Sablons, sur le territoire de la commune de SENS (89100).

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

- d'un bâtiment de stockage des matières premières (15 cellules) et de production de farines (postes de dosage, broyage et mélange),
- de trois cellules extérieures de stockage de matières premières,
- de deux bâtiments d'extrusion (3 lignes d'extrusion),
- d'un bâtiment de stockage des produits semi-finis (12 cellules),
- de trois cellules extérieures de stockage de produits semi-finis,
- d'un bâtiment de conditionnement,
- d'un bâtiment de palettisation et de stockage de produits finis,
- d'un bâtiment de stockage de produits finis,
- de locaux techniques (deux postes de transformation, une chaufferie, un local compresseurs),
- d'un bâtiment indépendant de stockage de la sacherie,
- de quais de chargement et d'un parc de stationnement des véhicules du personnel.

ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Désignation des activités	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Régime	Référence sur plan
Préparation... de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson... etc... ; la quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/j	166 t/j	2 220.1	A	
Préparation... de produits alimentaires d'origine animale par cuisson... ; la quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j	50 t/j	2 221.1	A	
Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles...	423 l	1 180.1	D	
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts... ; le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	1 600 t 10 000 m ³	1 510.2	D	
Installations de combustion... lorsque l'installation consomme exclusivement... du gaz naturel... si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	3,4 MW	2 910.A.2	D	
Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques ; la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	85 kW	2 920.2b)	D	

Ces installations sont repérées sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les actes administratifs antérieurs au présent arrêté, délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, pour l'établissement ici autorisé, sont abrogés.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1 - Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées.
- Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en tant que de besoin.

- Les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées.
- Des écrans de végétation doivent être mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux, à l'intérieur de l'établissement, doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

6.5 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6 - L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

6.7 - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.
- Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux doit être calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.
- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % doivent être comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

6.8 - Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 8 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9 - ENREGISTREMENT

L'exploitant doit établir, tenir à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il doit les conserver pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

ARTICLE 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant doit entretenir en bon état et vérifier les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il doit procéder ou faire procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il doit diligenter sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il doit justifier que ces mesures sont suffisantes et doit conserver les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

11.1 - Limitation des consommations d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesure volumétrique totalisateurs. Ils sont relevés journallement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuits ouverts est interdite.

11.2 – Réseaux

11.2.1 de prélèvement :

Les ouvrages de raccordement sur le réseau public d'adduction d'eau sont équipés de clapets anti retour ou de tous autres dispositifs équivalents.

11.2.2 de distribution :

Les réseaux de distribution d'eau doivent être étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et doivent faire l'objet de tests appropriés

périodiques. Ces réseaux doivent comporter un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

11.2.3 de rejets :

Les effluents doivent être collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet, doivent être distinguées :

- les eaux usées d'origine domestique (dont les eaux vannes) désignées E D ;
- les eaux pluviales non souillées ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- les eaux pluviales souillées en provenance des voies de circulation revêtues, désignées E P S ;
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention (et bassins de confinement), désignées E C ;
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, etc. désignées E U.

Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

11.3 - **Points de rejet**

Généralités

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Identification

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de quatre.

Ils sont définis comme suit :

Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur	Point kilométrique
R1	ED	Canalisation des eaux usées du réseau d'assainissement collectif	-
R2	EU	Rivière Yonne	68,2
R3	EP	Canalisation des eaux pluviales du réseau d'assainissement collectif	-
R4		Rivière Yonne	68,2

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

Mesures et prélèvements

L'ouvrage de traitement des eaux résiduaires EU est équipé, au niveau de la sortie des effluents traités, d'un dispositif permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit. Cet ouvrage est en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

Les ouvrages de rejet des eaux pluviales souillées par des hydrocarbures sont équipés, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant le prélèvement d'échantillons.

11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Stockage, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à

600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne doit pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange doit être à commande manuelle.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilées.

Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Bassin de confinement

Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie, doit être réalisé avec un volume minimal de 600 m³. Ces eaux doivent s'écouler dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.

Ce bassin doit être normalement étanche. En période de fonctionnement normal, ce bassin doit être maintenu vide.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques dangereuses ou insalubres (fluides, effluents

pollués, etc..) doivent être étanches et doivent résister à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collectes de l'établissement doivent être équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, doivent être accessibles en permanence.

11.5 - Installation de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

ARTICLE 12 - EXPLOITATION

12.1 - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques doivent être effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

12.2 - Stockages de produits liquides

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

12.3 - Consignes spécifiques

L'exploitant doit établir, tenir à jour et diffuser aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon

déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.

Une consigne d'entretien des débourbeurs-deshuileurs doit être établie.

12.4 - Nature des effluents

Les effluents aqueux, rejetés par les installations, ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

ARTICLE 13 - TRAITEMENT

Les effluents doivent être collectés et traités dans les conditions suivantes :

13.1 - Eaux domestiques (E D)

Elles sont collectées par un réseau spécifique qui est raccordé à la canalisation des eaux usées du réseau public d'assainissement.

13.2 - Eaux pluviales et autres eaux (E P)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées soit au réseau public d'eaux pluviales, soit au milieu naturel (rivière Yonne).

13.3 - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C)

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduelles. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

13.4 - Eaux résiduelles autres (E U)

Les eaux usées industrielles sont :

- soit rejetées au milieu naturel (rivière Yonne), sous réserve de satisfaire, après traitement, aux conditions fixées à l'article 14.2 ci-après,
- soit éliminées en tant que déchets.

13.5 - Eaux pluviales souillées (E P S)

Les eaux pluviales souillées par des hydrocarbures sont traitées par décanteur(s) séparateur(s) d'hydrocarbures de taille(s) adaptée(s), équipé(s) de déversoir(s) d'orage (si nécessaire), d'obturateur(s) automatique(s) et d'alarme(s) sonore(s) anti débordement(s).

Après traitement, elles peuvent rejoindre le réseau des eaux pluviales E P avant rejet au milieu récepteur.

ARTICLE 14 - VALEURS LIMITES

14.1 - Consommation

La consommation d'eau est limitée en volume à 20 000 m³/an dont 1 200 m³ à usage domestique.

14.2 - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- **pH** (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5,
- **température** (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30° C,
- **couleur** (mesurée suivant la norme NFT 90 034) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l (en cas de rejet direct au milieu naturel),
- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel, ni après 5 jours d'incubation à 20 °C (en cas de rejet direct au milieu naturel).

B - En termes de débits, de concentrations et de flux

B1 - Eaux résiduaires après traitement E U (au point de rejet R2)

Le débit de rejet ne doit pas dépasser 4 m³/j.

Paramètres autres	Normes d'analyses N.F.T.	Concentration maximale (mg/l)	Flux maxi (kg/j)
MES	90 105	100	0,32
DCO	90 101	300	0,96
DB05 (*)	90 103	100	0,32

(*) sur effluent non décanté

B2 - Eaux pluviales souillées E P S après traitement (et avant raccordement au réseau des E P)

Paramètres	Normes d'analyse	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	NFT 90 105	35

DCO (*)	NFT 90 101	125
Hydrocarbures	NFT 90 114	5

B3 - Eaux pluviales propres E P (aux points de rejets R3 et R4)

Paramètres	Normes d'analyse	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	NFT 90 105	15
DCO (*)	NFT 90 101	40
Hydrocarbures	NFT 90 114	5

(*) (sur effluent non décanté)

ARTICLE 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

L'exploitant doit procéder, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs (moyens sur 24 h en règle générale) aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Les modalités de ce contrôle sont définies comme suit :

15.1 - Auto surveillance

L'exploitant procède à l'auto surveillance de ses rejets conformément au tableau suivant :

Rejets concernés	Paramètres à analyser	Normes de mesures ou d'analyses	Fréquence
E U au point de rejet R2	Débit	-	Continue
	MES	NFT 90 105	Trimestrielle
	DCO	FNT 90 101	Trimestrielle
	DBO5	NFT 90 103	Trimestrielle
E P S après traitement (*)	MES	NFT 90 105	Annuelle
	DCO	NFT 90 101	Annuelle
	Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	Annuelle

(*) (avant mélange avec les E P)

Un contrôle sur chacun des rejets concernés doit être réalisé à la mise en service des installations de traitement.

Les résultats de ces contrôles initiaux, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, doivent être adressés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.

Les autres résultats de contrôle obtenus sont conservés par l'exploitant et tenus à

disposition de l'inspection des installations classées.

Validation de l'auto surveillance

L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, au moins une fois par an, aux prélèvements pour analyses demandées, dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur qualifié.

Les prélèvements effectués doivent être inopinés.

L'exploitant doit passer, avec l'organisme préleveur choisi, une convention précisant a minima :

- la nature de l'intervention,
- le nombre, l'emplacement et les caractéristiques des points de prélèvements des échantillons,
- les conditions de prélèvements et d'analyses,
- la fréquence des interventions,
- les paramètres à mesurer,
- les normes de référence des analyses,
- les conditions de transmission des résultats à l'exploitant.

L'organisme chargé des analyses doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.

Les rapports établis par cet organisme doivent être conservés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

15.3 - Contrôle inopiné

L'intervention de l'organisme peut être déclenchée à l'initiative de l'inspection des installations classées pour application de l'article 8.

15.4 - Bilan annuel

Un bilan annuel, faisant état des résultats de l'auto surveillance et de leur évolution, est établi et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 16 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux, tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de

branchement, les regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;

- résultats de contrôle des rejets et registre de consommation d'eau ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement ;
- consigne d'entretien des débourbeurs-deshuileurs.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

17.1 - Conditions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées doivent permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent, réalisé suivant les règles de l'art, lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse, à aucun moment, y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de points anguleux et la variation de la section des conduits, au voisinage du débouché, doit être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44 052.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) doivent permettre de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et

permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

17.2 – Installations de combustion

Les installations de combustion de l'établissement, mentionnées au tableau ci-après, sont soumises aux dispositions :

- du décret n° 98.817 du 11 septembre 1998, relatif aux rendements minimaux et équipements de chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 kW ;
- du décret n° 98.833 du 16 septembre 1998, relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique ;
- de l'arrêté modifié du 25 juillet 1997, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion).

Leurs caractéristiques, celles des combustibles utilisés et celles des points de rejets qui leur sont associées, sont résumées au tableau ci-après.

Installations	Puissance thermique (MW)	Combustibles utilisés (teneur en soufre maxi)	Points de rejets		
			Repères (*)	Hauteurs (m)	Diamètres (m)
Chaudière n° 1	0,9	Gaz naturel	C1	15	0,18
Chaudière n° 2	0,9	Gaz naturel	C2	15	0,18
Sécheur ligne 1	0,68	Gaz naturel	S1	-	-
Sécheur ligne 2	0,92	Gaz naturel	S2	-	-

(*) repères reportés sur plan annexé

17.3 – Autres installations

Les points de rejets canalisés des installations reprises ci-après doivent avoir les caractéristiques suivantes :

Installations	Points de rejets		
	Repères (*)	Hauteurs (m) (*)	Diamètres (m)
Dépoussiérage centralisé	C6	17	0,40
Broyeur n° 1	B1	17	0,40
Broyeur n° 2	B2	17	0,50
Station lavage gaz	S3	17	0,90
Refroidisseur n° 1	F1	16	0,50
Refroidisseur n° 3	F3	15	0,60

(*) repères reportés sur un plan annexé
hauteurs par rapport au sol naturel

17.4 – Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration doivent être raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent, par ailleurs, satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé, dans la mesure du possible, dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, doivent être mises en œuvre.

ARTICLE 18 - TRAITEMENT

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter, puis épurer les effluents atmosphériques, dans les conditions définies ci-après :

Flux gazeux concernés	Débits des gaz (m³/h)	Mode de traitement	Rendement minimal (%)
Installation de dépoussiérage centralisé	6 000	Filtre à décolmatage automatique	99
Broyeur n° 1	4 000	Filtre à décolmatage automatique	99
Broyeur n° 2	9 000	Filtre à décolmatage automatique	99
Sécheurs n° 1 et n° 2 Transferts pneumatiques extrudeurs n° 1, n° 2 et n° 3	27 600	Station de lavage des gaz	95

ARTICLE 19 – NORMES DE REJETS

19.1 – Conditions de mesure

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de stockage pour lesquelles les mesures doivent se faire sur gaz humide.

19.2 – Installations de combustion

Les gaz doivent être rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Identification des points de rejets	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché de chaque conduit			
	Vitesse minimale des gaz (m/s)	Concentration maximale (mg/Nm ³)*		
		Oxydes d'azote (en équivalent SO ₂)	Oxydes de soufre (en équivalent NO ₂)	Poussières
C1, C2, S1 et S2	5	35	150	5

* valeurs rapportées à 3 % d'oxygène dans les gaz résiduels

19.3 – Installations autres que les installations de combustion

Leurs rejets à l'atmosphère doivent être faits dans les conditions suivantes :

Identification des points de rejets	Paramètres concernés	Normes d'analyses et de mesures	Valeurs limites	
			Concentration (mg/Nm ³)	Flux horaire (kg/h)
C6	Poussières	NFX 44052	3	0,017
B1			3	0,012
B2			3	0,027
S3			0,75	0,018
F1			15	0,12
F3			15	0,18

ARTICLE 20 – CONTROLES ET SUIVI DES REJETS

20.1 - L'exploitant doit procéder, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement.

Les modalités de ce contrôle sont définies comme suit :

Points de rejets concernés	Paramètres concernés	Normes de mesures ou d'analyses	Fréquence
C6	Poussières	NFX 44052	Annuelle
B1			
B2			
S3			
F1			
F2			

Un contrôle doit être réalisé à la mise en service de l'installation de lavage des gaz.

L'exploitant fait procéder aux prélèvements et analyses de ses effluents par un laboratoire ou organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

Les rapports, établis par cet organisme, doivent être conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les éventuelles anomalies observées, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence.

20.2 – Contrôle inopiné

L'intervention de l'organisme peut être déclenchée sur l'initiative de l'inspection des installations classées pour application de l'article 8.

ARTICLE 21 - ENREGISTREMENT

Les documents, visés à l'article 19 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, sont les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère,
- documents tels que le livret de chaufferie (mentionné au décret du 11 septembre 1998), les comptes-rendus des contrôles périodiques (effectués en application du décret du 16 septembre 1998),
- rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes,
- registre des consommations et de conduite des installations (mentionné à l'arrêté du 25 juillet 1997).

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

ARTICLE 22 -

22.1 – Généralités

Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

22.2 – Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Points de mesure concernés (*)	Niveau limite en dB(A)	
	de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
B1	50	46
B2	50	46
B3	50	46
B4	50	46

(*) repérés sur le plan annexé

22.3 – Contrôles périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux points de mesure B1, B2, B3, B4. Ces points figurent sur le plan annexé.

Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

22.4 – Enregistrement

Les résultats des contrôles, prévus au 22.3 ci-dessus, doivent être conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets doit s'effectuer à l'intérieur de l'établissement, dans les zones spécialement aménagées, formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones doivent être telles que le stockage ne présente pas de risques d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ces zones sont précisées au tableau de l'article 25.

ARTICLE 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets doivent être manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets, qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet, au titre du code de l'environnement livre V prévention des pollutions, des nuisances et des risques, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il doit tenir, à la disposition de l'inspection des installations classées, une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets doivent être collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 25.

ARTICLE 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant doit satisfaire les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Caractéristiques spécifiques	Quantité maximale annuelle produite	Mode (2)				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	Durée maximale	
DIB 15.01.01	Cartons, sacs papiers...	18 t		B (compacteur)			Valorisation centre de traitement
DIB 15.01.03	Palettes bois	3 t	En extérieur	V	3 t	1 an	Valorisation récupération
DIB 02.02.99	Déchets issus du démarrage et arrêt des extrudeurs	840 t		B	10 t	1 semaine	Eliminations en CET de classe II
DIB 19.08.01	Déchets de dégrillage						Eliminations en CET de classe II
DIB 19.08.09	Graisses résultant du prétraitement des eaux industrielles	12 t		Bac de décantation	1 t	1 mois	Elimination en centre agréé
DIS 19.08.10	Huiles résultant du traitement des eaux pluviales de voieries	6 t		Séparateurs d'hydrocarbures		1 mois	Elimination en centre agréé

(1) voir sur plan annexé

(2) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination doivent être définies par l'exploitant et doivent faire l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 26 - CONTROLE ET SUIVI

Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux doivent être renouvelés au moins annuellement.

ARTICLE 27 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- Registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :
 - . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
 - . quantité produite,
 - . date (ou période) de production correspondante,
 - . date d'enlèvement,
 - . nom et adresse du transporteur,
 - . mode de traitement,
 - . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit,
- Registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre doit, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :
 - . nature et origine,
 - . quantité stockée,
 - . date de mise en stockage.
- Bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances,
- Analyses et tests de caractérisation des déchets spéciaux.

SECURITE

ARTICLE 28 - RISQUES NATURELS

28.1 – Foudre

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées, sont applicables aux installations.

Les installations doivent être protégées conformément aux préconisations de l'étude foudre annexée au dossier de demande.

28.2 – Inondations

« Sans objet ».

ARTICLE 29 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, doivent se situer à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement doivent être constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

ARTICLE 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

30.1 - Voies et aires de circulation

Les installations doivent être facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation doivent être aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées.

30.2 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent.

De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.

Il doit déterminer les caractéristiques des équipements électriques qui les équipent.

Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites.

Les matériels électriques utilisés dans ces zones doivent satisfaire aux dispositions des réglementations en vigueur et en particulier à celles du décret n° 88.1056 du 19 novembre 1988 pris au titre du code du travail.

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices qui équipent ces zones doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques (et des installations extérieures de protection contre la foudre) doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.

Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.

Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.

ARTICLE 31 - EXPLOITATION

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au

sol, consignes de circulation...

Les quantités de produits combustibles consommables, présentes dans chaque atelier, ne doivent pas dépasser, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail (ou pour une opération de production).

L'exploitant doit disposer de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables détenus.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

32.1 - Détection et alarme

Les équipements, dont dispose l'exploitant, sont a minima les suivants :

Silos :

- contrôleurs de rotation et de tension de sangles sur élévateurs et transporteurs, avec mise à l'arrêt des installations de manutention au cas de dysfonctionnement, alarme et signal au tableau synoptique de commandes,
- détecteurs de bourrage sur les transporteurs à chaîne, avec mise à l'arrêt du cycle au cas de dysfonctionnement et signal au tableau synoptique de commande,
- détecteurs de pleins de cellules avec signal au tableau synoptique de commande,
- détecteurs d'échauffements des moteurs coupleurs avec disjonction,
- détecteurs de présence de poussières judicieusement mis en place sur l'installation.

Broyeurs, refroidisseurs, sécheurs

- détecteurs d'élévation de température.

Installation de combustion (chaudières, sécheurs)

- détecteur de flammes,
- détecteurs de fuites de gaz,
- pressostats de sécurité,
- avertisseurs sonores et lumineux de défaut.

Ensemble du site

- détecteurs de présence dans les installations reliés à une centrale de détection et renvoi d'alarme sur un centre de télésurveillance extérieur.

Séparateurs d'hydrocarbures

- alarmes de trop plein.

32.2 - Formation

L'exploitant doit s'assurer de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

32.3 - Consignes

L'exploitant doit élaborer des consignes de sécurité et doit veiller à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes doivent être affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes doivent prévoir notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- L'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;
- Les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu doit être jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Les consignes particulières suivantes doivent être établies :

- consignes de nettoyage des silos,
- consignes générales de sécurité dans les silos,
- consignes d'intervention en cas d'incendie.

32.4 - Plan d'intervention

L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

32.5 - Moyens matériels et humains

32.5.1 - Moyens matériels

L'établissement doit être doté au moins :

- d'extincteurs en nombre suffisant et de types adaptés aux feux à combattre, judicieusement répartis sur l'installation,
- de quatre RIA dans le bâtiment de stockage des produits finis.

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

32.5.2 - Moyens humains

L'exploitant doit constituer une équipe de première intervention.

ARTICLE 33 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an.

Cet organisme vérifie notamment la pertinence des choix de l'exploitant quant à la délimitation des zones à atmosphères explosives et aux équipements électriques qui les équipent ainsi que la conformité, le bon entretien et l'état général du matériel mis en place dans ces zones.

Les extincteurs doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil.

ARTICLE 34 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29,
- plan d'intervention prévu à l'article 32.4,
- registre des consignes prévu au point 32.3,
- rapport de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33,
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;

IMPACT VISUEL

ARTICLE 35 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant doit :

- Aménager et maintenir en bon état de propreté (peinture...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; notamment, les émissaires de rejets et leur périphérie doivent faire l'objet d'un soin particulier ;
- Assurer, au moyen de plantations ou d'écrans, le masquage des installations en conformité aux prescriptions édictées au P.O.S.
- Assurer le démantèlement des installations abandonnées.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 36 – LIMITATION DES NUISANCES SONORES

Les aménagements, prévus au dossier de demande, relatifs à la limitation des nuisances sonores engendrées par l'activité exercée, doivent être réalisés sous un délai de six mois.

Dès réalisation de ces aménagements et pour application de l'article 22.3, une mesure de bruit doit être effectuée.

ARTICLE 37 – REDUCTION DES NUISANCES OLFACTIVES

37.1 – Une étude d'impact olfactif doit être réalisée par un organisme tiers

compétent, sous un délai de deux mois.

Cette étude doit permettre d'identifier les sources odorantes et de les hiérarchiser, de caractériser la gêne ressentie (cartographie des odeurs et de la gêne) et de proposer des solutions d'amélioration (traitement des odeurs).

37.2 – Une campagne d'évaluation de la gêne olfactive doit être effectuée à fréquence semestrielle avec le concours d'un échantillon de population représentatif.

ARTICLE 38 – LIMITATION DE L'IMPACT SUR L'EAU

Une étude technico-économique, portant sur la réduction des consommations d'eau, la réduction des flux polluants, le traitement en interne des effluents et la recherche d'une solution zéro rejet au milieu naturel, doit être effectuée sous un délai de six mois.

ARTICLE 39 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE MATIERES PREMIERES

39.1 – L'exploitant doit faire réaliser, sous un délai de deux mois, par un organisme tiers compétent, une étude portant sur le risque de propagation d'une éventuelle explosion de poussières entre les installations de la Coopérative agricole CAPS et celles de la société SESA, via le transporteur aérien qui les relie.

Cette étude doit proposer des solutions techniques rendant impossible cette propagation. Elle doit être adressée, dès réalisation, à l'inspection des installations classées.

39.2 – Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations pneumatiques, courroies, etc. doivent être difficilement propagateurs de flamme et antistatiques.

39.3 – Les galeries, les tours de manutention, etc. doivent être équipées en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

39.4 – Mise à terre des équipements

Tout défaut de « masse » ou de « terre » doit entraîner au franchissement du premier seuil de sécurité le déclenchement d'une alarme sonore ou visuelle, au franchissement du deuxième seuil de sécurité la mise à l'arrêt de ces installations.

39.5 – Propreté

Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.

La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m².

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Le nettoyage est, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.

39.6 – Charges électrostatiques

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations pneumatiques, courroies, etc. doivent avoir des conductivités suffisantes de manière à limiter l'accumulation de charges électrostatiques.

36.7 – Emission de poussières

Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux ou bâtiments où sont effectuées ces opérations.

Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou de transporteurs) sont capotées. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux.

Le capotage des jetées de transporteurs est nécessaire si la vitesse des transporteurs est supérieure à 3,5 m/s (cas des transporteurs à bandes) ou si la hauteur de chute entre deux bandes est supérieure à 1 mètre.

La marche des transporteurs et élévateurs est asservie à la marche des systèmes d'aspiration ou de dépoussiérage.

36.8 – Fonctionnement des installations de transfert des grains

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement

contrôlés et disposent de capteurs de température. De plus, ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.

Les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc. doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. De plus, les transporteurs doivent être munis de contrôleurs de rotation.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages.

Les gaines d'élévateurs sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts qu'avec l'aide d'un appareil spécial prévu à cet effet. Cet appareil ne peut être utilisé que par du personnel qualifié.